

François Mitterrand : « *C'est en 1975 que le gouvernement français a traité avec le président du Rwanda [...] et qui a signé avec lui un traité d'assistance militaire [...]. Mais bien entendu, l'armée française, ou les Français qui sont là – ce n'est pas une armée, quelques dizaines d'hommes – avaient également pour mission de ne pas intervenir... »*

Transcription de l'interview donnée par le président de la République François Mitterrand le 14 juillet 1994.

Lien : <http://www.ina.fr/video/CAB94069942/entretien-avec-francois-mitterrand-video.html>

*

NB. – Les principaux bégaiements ont été supprimés.

[Début à 12' 43'']

Patrick Poivre-d'Arvor (TF1) : Alors il y a un autre gros dossier international, très sanglant en ce moment, c'est le Rwanda. L'opération Turquoise se passe plutôt bien... par rapport aux prévisions pessimistes. En tout cas pas d'accrochage avec le FPR et des vies humaines qui sont sauvées. Cela dit on voit bien qu'il n'y a pas...

[12' 58'']

François Mitterrand : Des dizaines de milliers.

[12' 59'']

Patrick Poivre-d'Arvor (TF1) : Oui, beaucoup. Et on sent quand même bien qu'il n'y a pas consensus absolu, y compris de la part des organisations non gouvernementales, c'est-à-dire des associations humanitaires, qui n'ont pas tellement envie de participer à cette opération ou de venir la soutenir en disant : « Au fond, la France essaie de se refaire une virginité après avoir soutenu pendant des années le gouvernement d'Habyarimana ».

[13' 16'']

François Mitterrand : Non, non, non. Ça, c'est des histoires. Ça, c'est des histoires.

[13' 19'']

Patrick Poivre-d'Arvor (TF1) : c'est ce qu'ils disent.

[13' 20'']

François Mitterrand : Non, certains disent. D'autres ne disent pas. Ceux qui disent, souvent ne savent pas. Voyons ! La France a des liens traditionnels avec beaucoup de pays d'Afrique. Elle n'en n'avait pas avec le Rwanda...

[13' 35'']

Patrick Poivre-d'Arvor (TF1) : A l'origine, oui.

[13' 36'']

François Mitterrand : Car le Rwanda est une ancienne colonie allemande devenue colonie belge. Et c'est en 1975 – retenez-bien la date ! –, six ans avant mon arrivée à la présidence de la République ! Je dis ça pour que ça soit clair ! C'est en 1975 que le gouvernement français a traité avec le président du Rwanda, le même Monsieur Habyarimana, qui a été assassiné récemment, et qui a signé avec lui un traité d'assistance militaire qui faisait que la France fournissait des instructeurs pour former les cadres de l'armée rwandaise. En 1975. Et c'est ce traité-là qui a continué de s'appliquer. Il n'avait rien d'extraordinaire. La même disposition existe à l'égard de pas mal d'autres pays d'Afrique. Mais bien entendu, l'armée française, ou les Français qui sont là – ce n'est pas une armée, quelques dizaines d'hommes – avaient également pour mission de ne pas intervenir...

[14' 35'']

Patrick Poivre-d'Arvor (TF1) : Contre le FPR.

[14' 35'']

François Mitterrand : ... Directement dans le conflit. C'est ce traité qui était en application. Avec un gouvernement qui était reconnu par l'OUA, c'est-à-dire l'Organisation de l'Unité africaine et par l'Organisation des Nations unies. Un gouvernement qui avait accepté les conditions que j'avais posées à la Baule pour l'assistance au développement, c'est-à-dire une évolution démocratique, constitution de plusieurs partis – il y en avait neuf –, constitution d'une presse aussi libre que possible. Bon, je dis ça avec les précautions d'usage parce que je sais bien qu'il y a eu une certaine différence entre ce qu'on dit et ce qu'on fait, dans beaucoup d'endroits du monde. Mais, là-dessus, il y a eu une série d'assassinats, le Président du Burundi... Je dis Burundi, parce que c'est un pays qui ressemblait beaucoup au Rwanda...

[15' 21'']

Patrick Poivre-d'Arvor (TF1) : Oui, bien sûr, une même composition ethnique.

[15' 23'']

François Mitterrand : De même composition ethnique, et voisin. Assassinats : assassinat du Président du Rwanda, en même temps assassinat du deuxième Président du Burundi. Ça c'étaient des Hutu. Et l'ethnie majoritaire à 85-87 %...

[15' 40'']

Patrick Poivre-d'Arvor (TF1) et Alain Duhamel (France 2) : 85... Oui...

[15' 43'']

François Mitterrand : ... Avec en face l'ethnie tutsi, celle qui est en d'emporter, de gagner cette guerre, parce que c'est une catégorie de gens courageux, organisés, de tradition militaire... Et puis voilà ! Et la France là-dedans ? Elle a réussi une négociation entre les deux clans. Cette négociation a abouti le 4 août 93 ! Que disait cette négociation ? Qu'un Premier ministre commun serait désigné. C'est celui d'ailleurs qui vient de l'être !

[16' 18'']

Patrick Poivre-d'Arvor (TF1) : Un Premier ministre hutu d'ailleurs.

[16' 20'']

François Mitterrand : ... Dans des conditions différentes, mais il vient de l'être.

[16' 21'']

Patrick Poivre-d'Arvor (TF1) : Oui.

[16' 23'']

François Mitterrand : ... Que, il y aurait 40 % de cadres tutsi dans l'armée et 50 % dans l'encadrement, – vous savez, les généraux, les colonels, et ceux-ci, ceux qui dirigeaient cette armée. Que le pouvoir civil serait exactement partagé. Les Français en avaient profité pour dire que, eux, estimaient que leur place n'était plus au Rwanda. Nous n'avions pas à y rester. Mais qu'il fallait que les Nations unies installât une force, qui s'appelle la Minuar peu importe...

[16' 53'']

Patrick Poivre-d'Arvor (TF1) et Alain Duhamel (France 2) : Oui, oui, oui...

[16' 54'']

François Mitterrand : ... Une force internationale. Ce qui a été fait. Et les Français sont partis. Les Français sont partis...

[16' 59'']

Alain Duhamel (France 2) : Oui.

[17' 00'']

François Mitterrand : ... Plusieurs mois avant le déclenchement de ce génocide qui a suivi l'assassinat des Présidents du Rwanda et du Burundi.

[17' 07'']

Alain Duhamel (France 2) : Alors... Et justement...

[17' 10'']

François Mitterrand : Donc, et à ce moment-là, on nous a supplié de revenir, pour nous dire : « Sauver les Casques bleus ! Ramenez les Français, les Belges, les étrangers qui se trouvent au Rwanda ! ». Ce que nous avons fait ! Nous avons retourné les avions [sic]. On a ramené dans d'autres pays, en particulier

en Europe, des gens qui étaient menacés. Mais depuis les accords d'Arusha, nous n'avons plus... nous ne sommes plus partie dans cette affaire !

[17' 36'']

Alain Duhamel (France 2) : Oui, Monsieur le Président...

[17' 37'']

François Mitterrand : Donc le génocide a eu lieu après !

[17' 38'']

Alain Duhamel (France 2) : Mais il y a justement... A propos du génocide il y a une question....

[17' 41'']

François Mitterrand : Nous étions déjà absents !

[17' 43'']

Alain Duhamel (France 2) : A propos du génocide, il y a justement une question qu'on s'est beaucoup posée, que tout le monde s'est beaucoup posée d'ailleurs... Qui est de savoir pourquoi est-ce qu'on n'a... On sait qu'il y a eu des centaines de milliers de victimes, et pourquoi est-ce qu'on a pu intervenir, et on a bien vu que quand on est intervenu, ça a été efficace. Pourquoi est-ce qu'on n'a pas pu intervenir avant pour sauver, je dirai, l'essentiel de ceux qui ont été exterminés ?

[18' 03'']

François Mitterrand : Il y a des gens... Il y a déjà beaucoup de gens qui nous disent, oui... : « Pourquoi êtes-vous intervenus ? ».

[18' 08'']

Patrick Poivre-d'Arvor (TF1) et Alain Duhamel (France 2) : Moins maintenant, moins maintenant.

[18' 10'']

François Mitterrand : Vous nous dites : « Pourquoi êtes-vous intervenus si tard ? ». C'était difficile à la France de se substituer aux Nations unies, dont c'était le rôle.

[18' 17'']

Alain Duhamel (France 2) : Mais qui étaient défaillantes.

[18' 19'']

François Mitterrand : Mais oui, malheureusement. Quand vraiment c'est devenu évident, eh bien, nous y sommes allés. A nos risques et périls.

[18' 24'']

Patrick Poivre-d'Arvor (TF1) : Ce qui est arrivé cette nuit, et ce matin encore, c'est qu'on a vu arriver des dizaines et des centaines de milliers de réfugiés...

[18' 30'']

François Mitterrand : Oui, oui...

[18' 30'']

Patrick Poivre-d'Arvor (TF1) : ...Qui passent maintenant la frontière zaïroise. Est-ce que vous allez à votre tour aider le Président Mobutu, qui vous a quand même aidé en vous prêtant ces aéroports de Goma et de Bukavu ?

[18' 38'']

François Mitterrand : C'est tout à fait autre chose, n'est-ce pas. A partir du moment où ils franchissent la frontière, ils ne sont plus en péril de mort... par voie de fait, par armes. Ils sont en danger de mort par famine. Alors c'est vraiment aux organisations internationales de prendre leur responsabilité.

[18' 55'']

Patrick Poivre-d'Arvor (TF1) : Est-ce qu'au passage, quand même, vous n'avez pas remis spectaculairement en selle un homme qui est considéré comme un dictateur...

[19' 01'']

François Mitterrand : Mais cherchez...

[19' 01'']

Patrick Poivre-d'Arvor (TF1) : ...Et qui était un petit peu pestiféré à Paris, à Washington, à...

[19' 04'']

François Mitterrand : C'est un effet... C'est un effet inattendu. Mais, si l'objectif était de sauver le maximum de Rwandais – des deux ethnies ! C'est d'abord les Tutsi qui étaient les plus menacés à cet endroit-là... Eh bien, on a bien fait ! Les conséquences secondaires, il faut les supporter. Il faut voir comment on les gèrera. Nous avons sauvés des dizaines de milliers de gens, de pauvres gens, qui avaient déjà supporté beaucoup de souffrances.

[Fin à 19' 32'']